

La hausse des salaires en Chine et au Brésil depuis la crise de 2008

Myène Gaulard*

Resumen

A pesar de las turbulencias engendradas por la última crisis económica internacional, los asalariados chinos y brasileños conocen aparentemente una subida de sus salarios reales. Sin embargo, se debe relativizar esta subida, porque las cifras abastecidas por los organismos oficiales no reflejan siempre la realidad. Por otro lado, el caso de Brasil se distingue radicalmente del de China, porque la evolución de los salarios se acompaña allí de una baja fuerte de las desigualdades sobre el mercado de trabajo entre los trabajadores cualificados y no cualificados, mientras que en China, estas últimas no dejan de crecer desde la década 1980. Sobre todo, en ambos países emergentes, el aumento aparente de los salarios enmascara el hecho de que el reparto del valor añadido es muy desfavorable a los asalariados, y esta situación podría penalizar fuertemente el crecimiento económico chino y brasileño en los próximos años.

Palabras-Claves: China, Brasil, salarios reales, mercado de trabajo, desigualdades, crisis.

Abstract

In spite of the turbulences engendered by the last international economic crisis, the Chinese and Brazilian employees still apparently benefit from an increase of their real wages. Nevertheless, it is essential to put in perspective this increase, because figures supplied by the official organisms do not always reflect the reality. Besides, the case of Brazil is radically distinct from that of China, because the evolution of wages comes along with a strong reduction of the disparities on the Brazilian labor market between the qualified and not qualified workers, while in China, these inequalities did not stop growing since the 80's. Above all, in both emerging countries, the visible increase of wages masks the fact that the sharing of added value is very unfavourable to employees, and this situation could penalize strongly the Brazilian and Chinese economic growth in the coming years.

Keywords: China, Brazil, real wages, labor market, inequalities, crisis.

Recibido :11-05-2012 Aceptado :30-04-2013

* Doctora en Economía Internacional (Universidad Paris I – Panthéon-Sorbonne, Francia)
Profesora-Investigadora, Maître de Conférences en Economía del Desarrollo,
Universidad Pierre Mendès France, Grenoble (France)
CREG (Centre de Recherche en Economie de Grenoble). Correo electrónico: mylene.gaulard@gmail.com

Résumé

Malgré les turbulences engendrées par la dernière crise économique internationale, les salariés chinois et brésiliens continuent apparemment de bénéficier d'une évolution à la hausse de leurs salaires réels. Néanmoins, il est essentiel de relativiser cette hausse, car les chiffres fournis par les organismes officiels ne reflètent pas toujours la réalité. Par ailleurs, le cas du Brésil se distingue radicalement de celui de la Chine, car l'évolution des salaires s'y accompagne d'une forte baisse des inégalités sur le marché du travail entre les travailleurs qualifiés et non qualifiés, alors qu'en Chine, ces dernières ne cessent de croître depuis la décennie 1980. Surtout, dans les deux pays émergents, l'augmentation apparente des salaires masque le fait que le partage de la valeur ajoutée est très défavorable aux salariés, et cette situation risque de pénaliser fortement la croissance économique chinoise et brésilienne dans les années à venir.

Mots-clés: Chine, Brésil, salaires réels, marché du travail, inégalités, crise.

Au lendemain de la crise de 2008, certains pays émergents semblent maintenir une forte hausse des salaires réels, alors même que l'Europe et les Etats-Unis se remettent péniblement de leurs difficultés économiques pesant aussi bien sur la masse salariale que sur les salaires réels des pays dits développés. Deux ans après le début de la crise, dès 2010, le Brésil et la Chine retrouvent respectivement une croissance du PIB de 7,5% et de 10,2%, tandis que la France présente encore des performances médiocres, avec un taux de croissance de 1,5% la même année. Or, cette vive croissance économique observée chez le géant asiatique et la grande puissance latino-américaine a permis effectivement aux salaires de poursuivre leur trajectoire à la hausse, débutée au Brésil dès le milieu de la décennie 2000 et présente en Chine depuis trente ans mais accentuée depuis les années 1990.

Nous exposerons dans la première partie de cet article les raisons de l'évolution des salaires avant et depuis la crise de 2008, en insistant sur le rôle de l'Etat et des mouvements sociaux. Puis, nous tenterons de mettre en avant les caractéristiques qui distinguent ces deux pays, aussi bien dans l'évolution des inégalités entre les salaires des travailleurs qualifiés et des non qualifiés, entre les zones rurales et urbaines, que dans certaines particularités chinoises qui renforcent les pénuries de main d'œuvre (notamment le permis de résidence urbain accordé difficilement aux travailleurs ruraux, le «*hukou*»). Par ailleurs, il nous semble essentiel de souligner les difficultés que la hausse des salaires réels ne pourra contrecarrer durant les prochaines années, difficultés qui pourraient probablement remettre en question la réussite économique des deux grandes puissances émergentes ici étudiées.

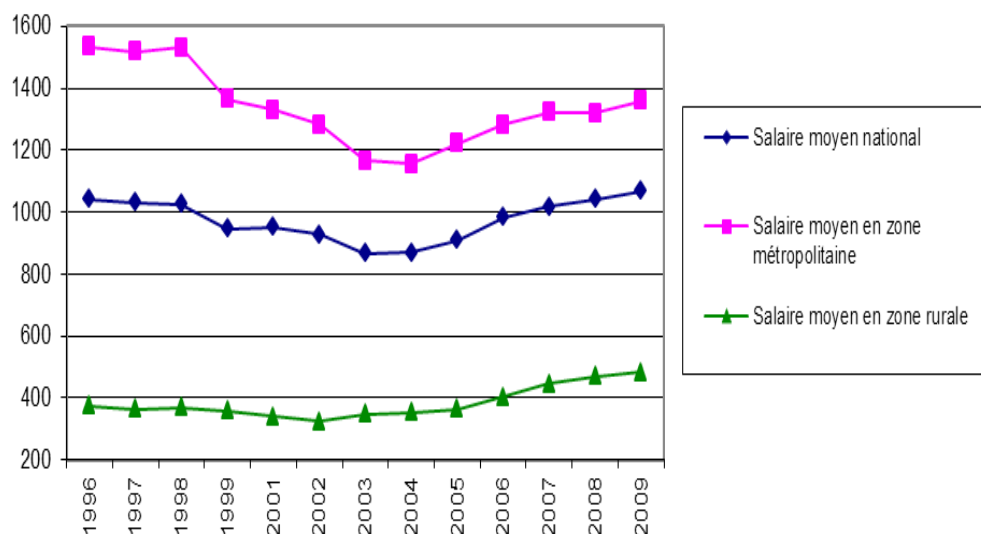
I. La hausse des salaires réels en Chine et au Brésil avant et depuis la crise de 2008

A. Une hausse des salaires peu remise en question par la crise

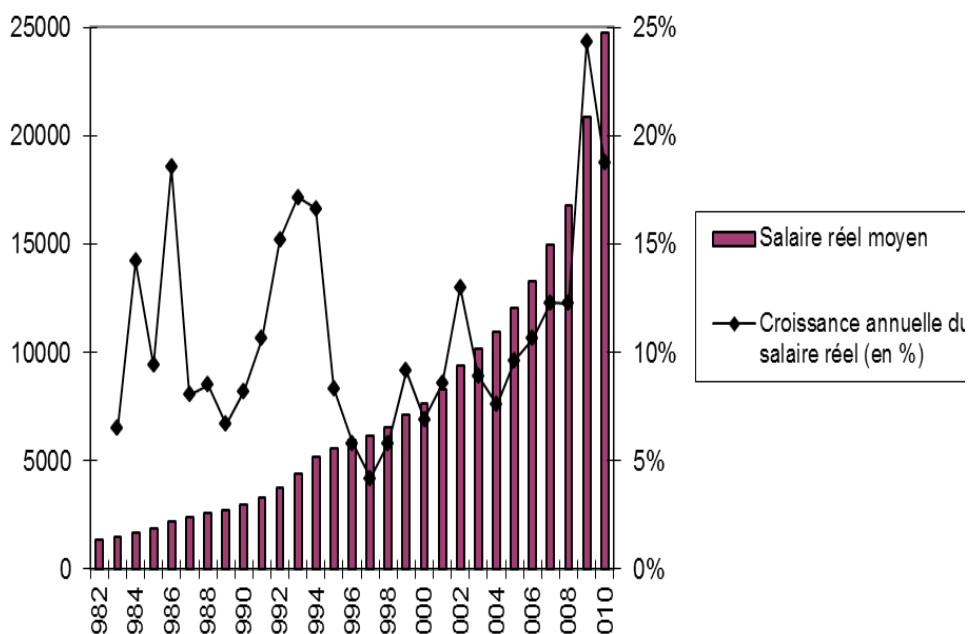
1. Les chiffres sur la hausse des salaires réels

Selon le dernier Rapport Mondial du Bureau International du Travail sur les Salaires de 2010/2011 (BIT, 2010a), la croissance des salaires réels au niveau mondial n'aurait atteint, si la Chine était écartée de ces calculs, que 0,8% en 2008 et 0,7% en 2009, alors qu'avec ce pays, elle serait plutôt, durant les mêmes années, respectivement de 1,5% et 1,6%. Les pays dits « développés » répertoriés par le BIT (2010) ont ainsi connu une baisse de leurs salaires réels de 0,5% en 2008 (1,1% dans le cas des Etats-Unis) et une légère hausse de 0,6% en 2009, alors que dans le même temps, les salaires réels augmentaient de 7,2% en 2008 et de 8% en 2009 sur le continent asiatique. Or, la Chine représente 50% du travail salarié de la région, et cette évolution des salaires réels asiatiques masque le fait que certains pays comme la Thaïlande, la Malaisie ou les Philippines ont plutôt connu une évolution à la baisse (BIT, 2010). De même, en Amérique latine, la hausse des salaires, bien que plus faible qu'en Asie, fut de 1,9% en 2008 et de 2,2% en 2009, ce qui révèle surtout l'évolution du Brésil, pays réunissant 39% des salariés de la région (BIT, 2010).

Figure 1 : Salaire réel mensuel moyen par travailleur au Brésil (en reais d'octobre 2009)

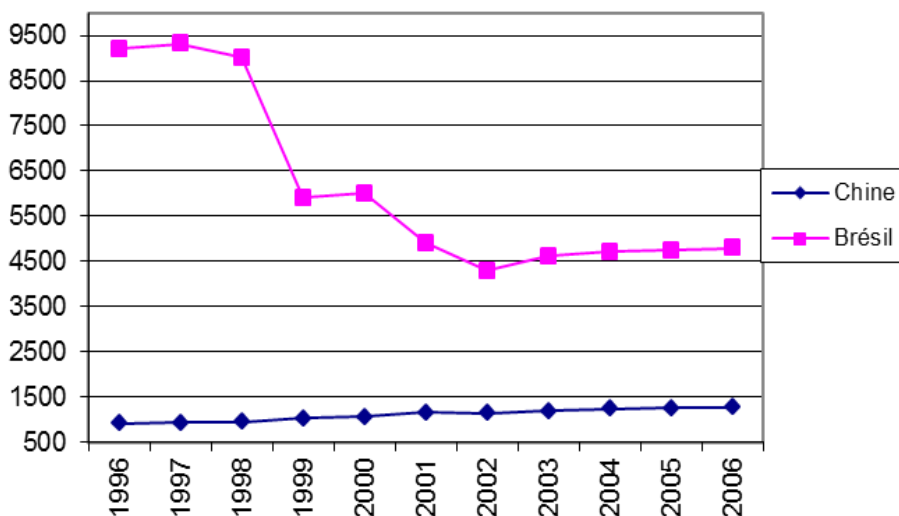


Source : Ipeadata (2013)

Figure 2 : Salaire réel annuel urbain moyen en Chine (en yuans de décembre 2010)

Source: National Bureau of Statistics of China (2012)

Comme le révèlent les graphiques 1 et 2, les salaires réels n'ont cessé d'augmenter depuis le milieu de la décennie 2000 au Brésil et en Chine, et cette évolution ne fut que légèrement perturbée par la crise économique internationale. Nous reviendrons plus précisément sur les raisons de cette évolution, mais observons déjà que ce phénomène est beaucoup plus récent et moins vif au Brésil qu'en Chine. En fait, ce n'est qu'à partir du milieu de la décennie 2000 que les salaires réels brésiliens commencent leur ascension, et en 2009, ils ne retrouvent qu'à peine leur niveau de la fin des années 1990 (Figure 1). Selon Mesquita Moreira (2006), l'évolution du Brésil se distingue radicalement, jusqu'à la dernière décennie, de ce qui se produit en Chine : entre 1996 et 2003, le salaire moyen passe de 9203 à 4789 dollars PPA au Brésil, alors qu'en Chine, durant la même période, il y eut une augmentation, bien que très légère, de 923 à 1282 dollars (Mesquita Moreira, 2006). Evidemment, la Chine part d'un plus faible niveau que le Brésil, les salaires y étant cinq fois plus faibles, mais cette évolution s'explique par des orientations différentes données à l'appareil productif par ces deux pays et par le rôle de l'Etat, explications que nous analyserons par la suite.

Figure 3 : Salaire annuel moyen en Chine et au Brésil, en dollars PPA (1996-2006)

Source : Mesquita Moreira (2006)

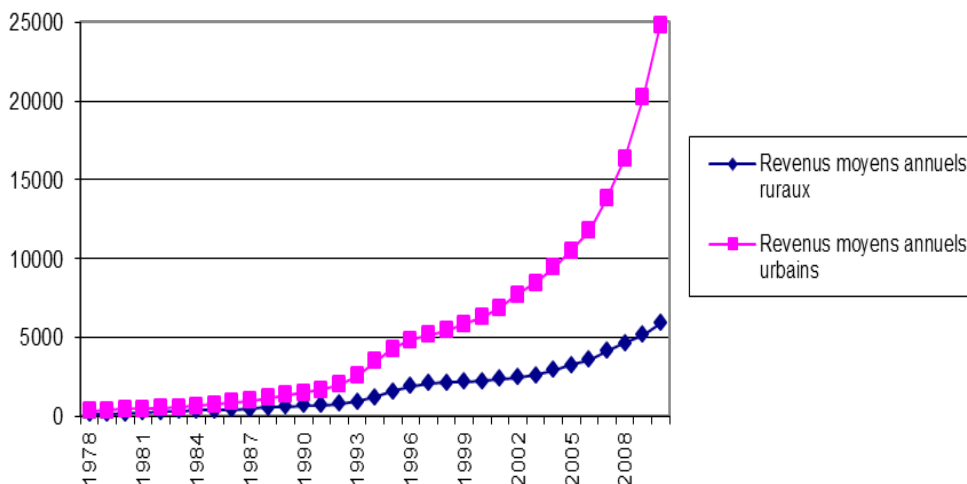
Il est cependant nécessaire de s'interroger sur la pertinence des chiffres évoqués jusqu'à présent, notamment dans le cas de la Chine où l'appareil statistique national présente de nombreuses faiblesses. Dans ce pays, les données sur les salaires réels ne concernent que les salaires des établissements urbains, et ne prennent pas en compte les travailleurs migrants ayant quitté la campagne pour venir travailler dans les villes sans permis de résidence urbain. De même, alors que plus de 70% des travailleurs brésiliens sont salariés, cette part n'est que de 50% en Chine, ce qui nous permet d'affirmer que la hausse officielle des salaires réels ne reflète pas une augmentation du niveau de vie de l'ensemble de la population.

Au Brésil, bien que le travail informel connaisse une trajectoire à la baisse, il représente toujours presque la moitié de la population active, ce qui peut aussi fausser une partie des données sur les salaires réels étant donné que les travailleurs de l'informel, difficilement pris en compte par les statistiques nationales, bénéficient de salaires plus faibles que ceux du formel (Bureau International du Travail, 2010a, Berg, 2010). En Chine, la part de l'informel dans la population active est de 53%, et, contrairement au Brésil, elle ne cesse d'augmenter depuis le début de la décennie 2000, passant de 18% à 32% entre 2001 et 2005 pour dépasser récemment 50% de l'ensemble des travailleurs (OCDE, 2007), ce qui conduit à une surestimation de plus en plus forte des salaires réels.

En ce qui concerne la population salariée chinoise, les salaires non pris en compte par les statistiques officielles sont donc souvent ceux des catégories les moins bien rémunérées, comme les migrants, les travailleurs du secteur informel ou les salariés situés en zone rurale.

Selon le Bureau International du Travail (2010a), rien que si toutes les entreprises du secteur formel étaient répertoriées dans les statistiques nationales, la hausse des salaires réels chinois ne serait que de 6,6% en 2008, contre 12% officiellement. Notamment, observons sur la figure 4 ci-dessous que les revenus ruraux augmentent beaucoup moins vite que ceux des villes, et alors que leur niveau représentait plus du tiers de ces derniers en 1978, le revenu annuel rural moyen est inférieur au quart du revenu d'un travailleur urbain en 2010.

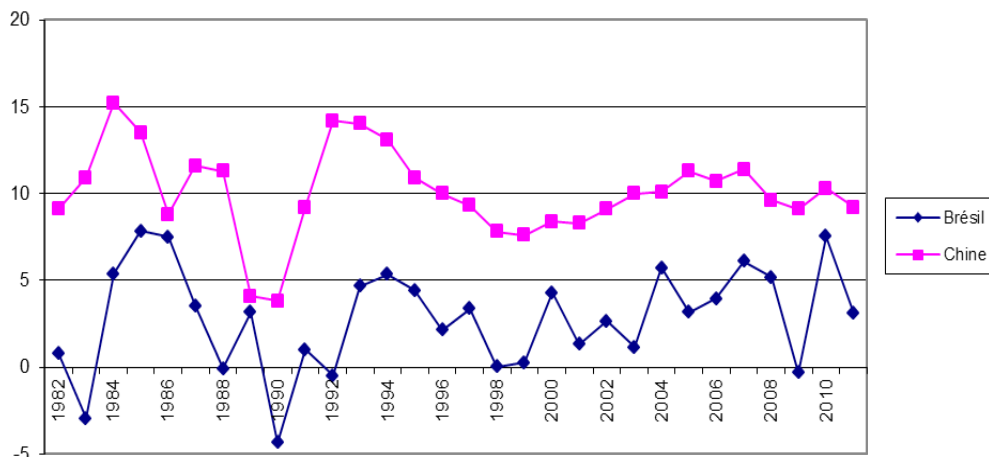
Figure 4 : Revenus annuels moyens ruraux et urbains en Chine (en yuans)



Source : National Bureau of Statistics of China (2012)

2. Un marché du travail favorable aux salaires

Bien qu'il soit nécessaire de garder à l'esprit que la hausse des salaires réels ne concerne pas forcément l'ensemble de la population chinoise et brésilienne, et qu'elle ne signifie par une augmentation générale des niveaux de vie, il faut tout de même reconnaître que cette hausse observée notamment dans le secteur formel n'est pas négligeable, ce qui rend indispensable un questionnement approfondi sur cette évolution.

Figure 5 : Croissance du PIB au Brésil et en Chine, en %

Source : National Bureau of Statistics of China (2012) ; Ipeadata (2013)

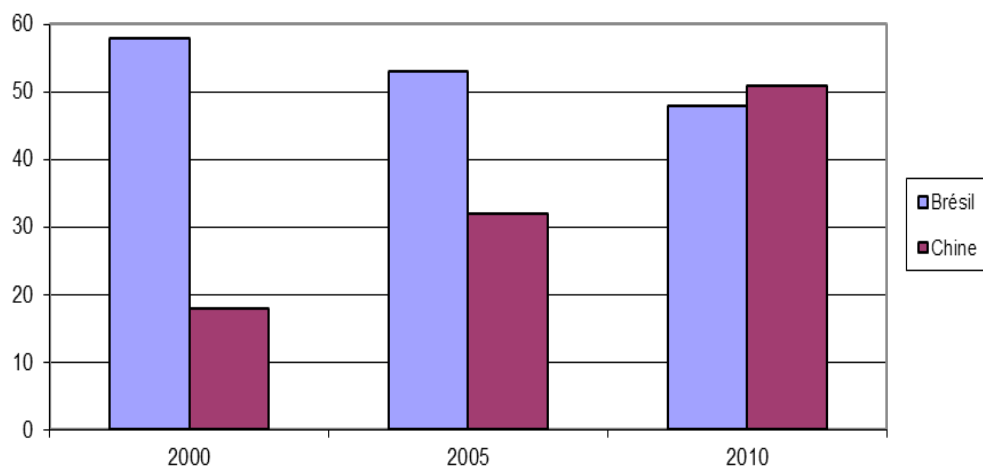
Comme le révèle le graphique ci-dessus, la croissance brésilienne est assez forte ces dernières années, dépassant 3% depuis 2004 (excepté durant le pic de la crise internationale, en 2009), et le boom des exportations minières et agricoles, produits dont les cours ont connu une forte augmentation durant la décennie 2000, en grande partie à l'origine de la réussite brésilienne, a permis de redonner une trajectoire à la hausse aux salaires réels dès 2005. De même, la Chine, insistant davantage sur le rattrapage technologique de son appareil productif, connaît une croissance du PIB moyenne de 10% depuis 30 ans, évolution qui apparaît de plus en plus stable depuis la décennie 1990.

Grâce à cette forte croissance, entre 2000 et 2005, le groupe des BRIC (Brésil, Russie, Inde, Chine) a créé en moyenne 22 millions d'emplois par an, ce qui correspond à plus de cinq fois les gains nets d'emplois observés dans les pays de l'OCDE (OCDE, 2007, p.27). Au Brésil, 2,7 millions d'emplois ont été créés entre 2000 et 2005, contre 7 millions dans le cas de la Chine (OCDE, 2007, p.28). Cette évolution ne fut que légèrement remise en cause par la crise internationale, et malgré une baisse temporaire du nombre d'emplois à la fin 2008, le marché du travail retrouva son dynamisme dès 2009. Entre novembre et décembre 2008, les mois durant lesquels le Brésil connut les plus fortes répercussions de la crise internationale, il y eut une perte de 700 000 emplois formels, mais l'économie brésilienne ne mit que peu de temps à se redresser : dès 2009, 1 million d'emplois furent créés dans le secteur formel.

En raison de ces créations d'emplois, le taux de chômage officiel ne cesse de baisser au Brésil, passant de 12% de la population active en 2002 à 6% en 2011. Contrairement à la Chine où l'emploi formel occupe une place de plus en plus faible (inférieure à 50% aujourd'hui) (Figure 6), on observe aussi depuis la décennie 2000 une légère hausse de l'emploi formel

au Brésil, passant de 42 à 52% de la population active, ce qui donne de plus en plus de pertinence aux chiffres précédents sur la baisse du chômage. A la fin de la décennie 2000, la croissance du nombre de travailleurs brésiliens bénéficiant d'une « carte de travail », enregistrés auprès des organismes de sécurité sociale, se situerait même dans un rapport de 3 à 1 relativement à celle des informels (Berg, 2010), ce qui s'oppose à l'évolution des décennies 1980 et 1990 où la part de l'informel n'avait cessé de croître dans la population active. Entre 1992 et 1999, la croissance annuelle de l'emploi formel fut ainsi seulement de 1,3% (3% pour l'informel), alors que de 1999 à 2008, le nombre de travailleurs du secteur formel augmentait annuellement de 5,3%, contre une baisse de 1,7% pour l'informel (Berg, 2010).

Figure 6 : Evolution de l'emploi informel au Brésil et en Chine, en % de la population active

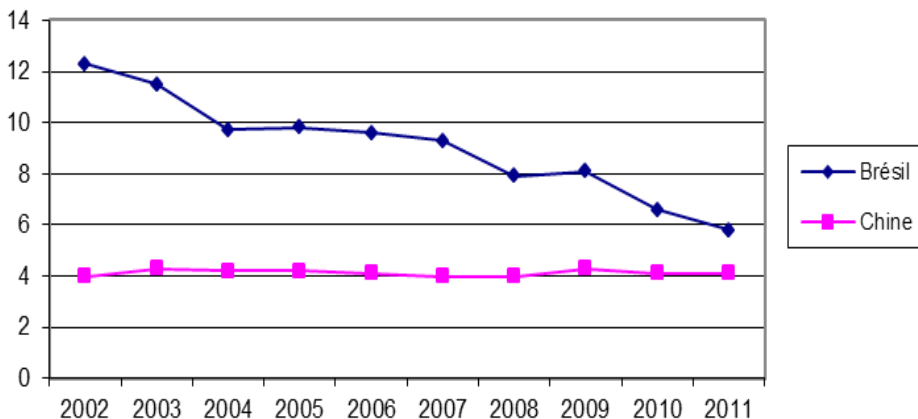


Source : Bureau International du travail, 2010a

En revanche, le chômage n'atteint officiellement que 4% dans le cas de la Chine, mais les chiffres sont ici à manipuler avec encore plus de précautions que pour le Brésil. En effet, le taux de chômage chinois ne comptabilise pas les travailleurs informels et les migrants ne bénéficiant pas d'un permis de résidence urbain, il ne prend pas en compte les anciens salariés des entreprises publiques licenciés depuis la décennie 1990 (les « *xiagang* ») bénéficiant ou non d'une très faible prestation versée par leur ancien employeur, et surtout, le taux de chômage officiel ne concerne que le chômage urbain, délaissant ainsi les 150 millions de personnes qui sont aujourd'hui considérées comme excédentaires dans les campagnes chinoises. Selon l'OCDE (2007), le taux de chômage pourrait au moins être doublé et atteindre 8,3% dans les villes, et certaines estimations vont même parfois jusqu'à 20% au niveau national. En raison de la chute des exportations liée à la crise internationale, on estime que 15% des migrants seraient rentrés chez eux, délaissant les villes, et rien qu'en 2009, 23 millions de travailleurs furent licenciés. Cette pression sur le marché du travail a même contribué à faire baisser les salaires, ce que ne révèle pas le graphique 2 ci-dessus :

en 2008, on estime que 26% des travailleurs de Pékin ont subi une baisse de leurs salaires (Yang, Chen et Monarch, 2010)...

Figure 7 : Taux de chômage officiel au Brésil et en Chine, en % de la population active



Source : Ipeadata (2013), National Bureau of Statistics of China (2012)

Si la Chine profite d'une plus forte croissance économique que le Brésil, la demande de travail ne s'accroît donc pas proportionnellement autant, ce qui explique en partie que le secteur informel ne cesse de se développer et que le taux de chômage officiel sous-estime largement la réalité. En effet, l'élasticité de la demande de travail au PIB n'est dans ce pays que de 0,1, alors qu'elle atteint 0,7 au Brésil (Förster, 2010). C'est surtout le dynamisme de la croissance chinoise qui permet d'accroître la demande de main d'œuvre plus rapidement qu'en Europe et aux Etats-Unis, ce qui exerce une pression à la hausse sur les salaires réels. Par ailleurs, nous verrons maintenant que les politiques mises en place par l'Etat sont aussi essentielles pour expliquer cette évolution des salaires dans les deux pays.

B. Le rôle de l'Etat

1. Des politiques économiques expansionnistes

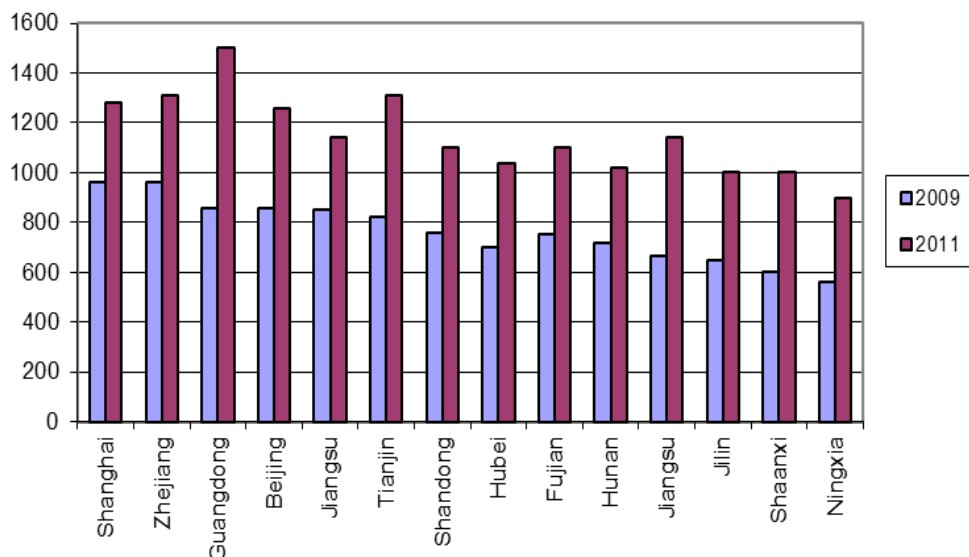
La hausse des salaires réels en Chine et au Brésil est donc permise par la forte croissance économique de ces deux pays, mais il ne faut pas oublier que le rôle de l'Etat est aussi essentiel pour soutenir cette dernière ainsi que la hausse des salaires qui en découle en partie.

Notamment, alors que la hausse de l'endettement public dans les pays développés d'Europe est à l'origine d'une pression exercée en faveur de la mise en place de politiques budgétaires restrictives, la Chine et le Brésil ont engagé dès le début de la crise, en 2008, de vastes plans de relance afin de soutenir l'activité. En novembre 2008, le gouvernement chinois décide ainsi d'un plan de 4000 milliards de yuans (400 milliards de dollars), et le Brésil se lance de son côté dans un soutien aux banques privées grâce à l'action des banques publiques,

et poursuit son Programme d'Action pour la Croissance (PAC) mis en place en 2007 par le Président Lula afin de renforcer la qualité de l'infrastructure nationale : outre les 350 milliards de dollars du PAC prévus sur la période 2007-2010, le paquet budgétaire supplémentaire mis en place pour faire face à la crise atteint pourtant seulement 1,2% du PIB en 2008, 20,6 milliards de dollars, l'un des plus faibles plans de relance du G20 (BIT, 2010). Néanmoins, dès son arrivée au pouvoir, en 2011, la nouvelle présidente, Dilma Rousseff, annonce un nouveau programme d'investissement, de 500 milliards de dollars, pour la période 2011-2014, ce qui contribue de manière non négligeable à soutenir la croissance nationale.

Par ailleurs, bien que sur cette somme, une part de 40,3% soit orientée vers l'infrastructure, elle vise aussi à soutenir le niveau de vie des catégories les plus menacées par le ralentissement économique. En 2009, le programme brésilien *Minha Casa, Minha Vida* («Ma Maison, Ma Vie») s'engage ainsi à construire un million de logements dans les deux ans, dans le but principal de fournir un habitat décent aux catégories les plus pauvres. En pleine crise, l'allocation chômage est également prolongée de deux mois dans les secteurs les plus concernés par le ralentissement économique (sidérurgie et mines), et l'action des programmes sociaux comme la Bolsa Familia, instaurée en 2003 pour fournir un revenu minimum aux familles les plus pauvres (25% de la population brésilienne), ou le Benefício de Prestação Continuada, allocation représentant 0,6% du PIB, fournie aux personnes âgées et aux handicapés, est renforcée. Actuellement, les dépenses sociales de l'Etat brésilien atteignent 28% du budget, contre moins de 10% dans la majeure partie des pays d'Amérique latine et en Chine, ce qui explique en partie que la consommation publique et privée représente 80% du PIB et joue un rôle majeur dans la croissance de ces dernières années.

Au contraire, si l'action budgétaire de la Chine paraît plus massive, avec un plan de relance représentant presque 15% du PIB, la mise en place de ce dernier est également plus complexe, passant par un endettement important des autorités locales effectué par l'intermédiaire des Local Government Investment Vehicles, et la majorité de cette somme est massivement orientée vers le secteur du bâtiment, contribuant à gonfler encore davantage la bulle immobilière (Muto et Matsunaga, 2010). Il est vrai qu'un revenu minimum de solidarité, le Dibaio, mis en place pour la première fois en 1993 à Shanghai, est étendu dès 2007 à l'ensemble du pays afin de fournir un revenu aux travailleurs licenciés des entreprises d'Etat et limiter ainsi les mouvements de contestation ; on ne compte cependant que 22 millions de bénéficiaires urbains, et les deux tiers des résidents urbains qui auraient dû en profiter n'ont jamais rien reçu.... Malgré ces différences dans les politiques budgétaires mises en place, sur la place accordée ou non au social, aussi bien au Brésil qu'en Chine il est indéniable que ces politiques ont permis de soutenir l'investissement et de limiter les pertes d'emplois, contribuant de cette manière à maintenir la hausse des salaires réels.

Figure 8 : Salaire minimum en Chine, en yuans

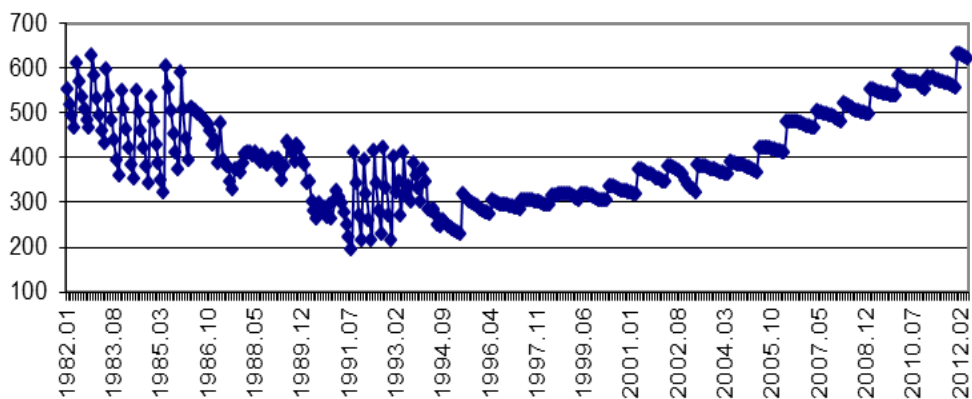
Source : National Bureau of Statistics (2012)

Non seulement les politiques conjoncturelles de relance chinoises et brésiliennes ont permis de soutenir la croissance en pleine crise économique, limitant ainsi les effets néfastes de cette crise sur le marché du travail, mais il est aussi indispensable de souligner le rôle joué par les augmentations successives du salaire minimum dans l'évolution à la hausse des salaires réels. Un salaire minimum existe effectivement en Chine depuis 1994, mais sa réglementation fut modifiée en 2004 afin de le fixer en fonction du « coût de la vie », avec un niveau variant selon les régions, et dont l'application effective dépend des autorités locales. Entre fin 2008 et début 2010, les hausses du salaire minimum furent suspendues par l'Etat chinois, mais dès 2010, de nombreuses grèves ont poussé les autorités locales à l'augmenter à nouveau, de 15 à 25% selon les régions (Bureau International du Travail, 2010a, p.69 ; Figure 8). Néanmoins, il est important de souligner qu'en raison de contrôles insuffisants, 29,8% des travailleurs locaux (en possession d'un permis de résidence) urbains sont toujours rémunérés en deçà du salaire minimum, et cette part atteint même 60% chez les travailleurs migrants (Bureau International du Travail, 2010a, p.78). Pour cette raison, l'impact de cette évolution du salaire minimum sur les salaires réels moyens fut beaucoup plus faible qu'au Brésil.

Au Brésil, un salaire minimum existe depuis 1936, mais ce n'est qu'en 1984 que sa valeur fut unifiée sur l'ensemble du territoire. Cependant, la constitution de 1988 mit également en place une désindexation des salaires sur les prix, et le salaire minimum réel connut une baisse jusqu'à la deuxième moitié de la décennie 1990, avant de s'élever enfin grâce à la maîtrise

de l'inflation (Berg, 2010). Accélérant cette hausse, le Président Lula a décidé plusieurs fois de la réévaluation du salaire minimum, le faisant passer de 200 à 540 reais rien qu'entre 2002 et 2009, et comme le révèle le graphique 9, le salaire minimum réel, c'est-à-dire le nominal déflaté de l'inflation, fut multiplié par deux entre 2002 et 2011. Par ailleurs, le Brésil est le seul pays d'Amérique latine à avoir réévalué le salaire minimum durant la crise, l'augmentant de 12% en 2009 alors que l'inflation n'était que de 5%, ce qui influe non seulement sur les 15% de travailleurs étant rémunérés à ce niveau mais aussi sur de nombreuses prestations sociales indexées sur ce salaire. Cette évolution a permis d'élever l'indice de Kaitz (ratio comparant le salaire minimum et le salaire médian), de 0,19 à 0,32, (BIT, 2010, p.73), et de baisser la part de l'emploi à bas salaire (moins de deux tiers du salaire médian) dans la population active, celle-ci passant de 25% à 22,8%.

Figure 9 : Salaire minimum réel au Brésil, en reais (1982-2012)



Source : Ipeadata (2013)

Politiques économiques expansives, réévaluations du salaire minimum, et politiques sociales renforcées (notamment dans le cas du Brésil pour ces dernières) sont donc des facteurs explicatifs majeurs pour comprendre la faible répercussion de la crise économique mondiale sur l'évolution des salaires et de la croissance en Chine et au Brésil.

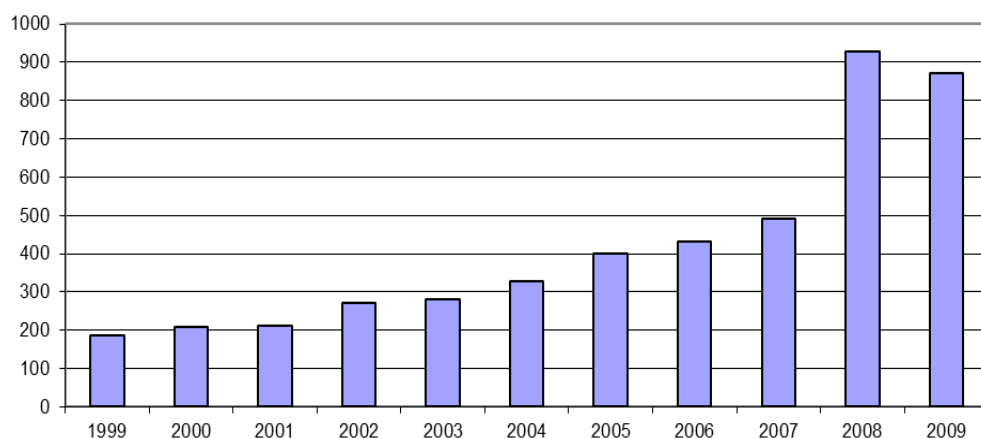
2. Les pressions exercées sur l'Etat

On peut s'interroger sur le rôle des mouvements sociaux dans l'instauration d'une telle stratégie économique, le développement de ces derniers ayant conduit les Etats à mettre en place des politiques économiques favorables aux salariés pour limiter la contestation.

Alors que le droit de grève est garanti au Brésil par la constitution de 1988, force est de constater que les mouvements de travailleurs y sont beaucoup moins intenses qu'en Chine. Jusqu'à présent, les syndicats ont effectivement canalisé les luttes, alors que l'absence de relais syndical entre le patronat et les travailleurs en Chine explique l'émergence de mou-

vements spontanés beaucoup plus revendicatifs. Si le droit de grève est interdit en Chine depuis 1982, les contestations prennent effectivement parfois des formes particulières, qu'il s'agisse du « *nao* », c'est-à-dire de « faire du bruit pour déranger l'ordre », de promenades collectives, de l'action de « dormir ensemble » sur les chaînes de montage, de « tourisme collectif » des travailleurs mécontents vers les grandes villes (Béja, 2011). Le graphique ci-dessous montre que le nombre de conflits de travail est ainsi passé de 200 000 en 1999 à plus de 900 000 en 2008. Le ralentissement économique, ayant conduit au licenciement de 23 millions de travailleurs en 2009, n'engendre qu'une légère baisse de ces conflits cette même année.

Figure 10 : Nombres de conflits du travail en Chine (en milliers)



Source : Cai et Wang, 2012

Si les mouvements de travailleurs sont aujourd'hui rigoureusement encadrés par des syndicats officiels dépendants du gouvernement (notamment la FNSC, la Fédération Nationale des Syndicats Chinois), la grève interdite depuis 1982, cela n'empêche donc pas le déclenchement de mouvements spontanés (Astarian, 2010). Dès 2004-2005, une vague de grèves à Shanghai conduit à une forte augmentation du salaire minimum, et au début de l'année 2010, 17 suicides dans l'usine Foxconn de Shenzhen sont à l'origine de violents conflits collectifs débouchant sur une hausse des salaires des ouvriers à la chaîne. Au printemps 2010, une vague de grèves secoue les usines automobiles japonaises et taiwanaises du delta de la Rivière des Perles, dans le Guangdong (Beja, 2011), et en novembre 2011, les grèves se sont encore multipliées dans les usines d'exportation de la même région.

Surtout, avec l'approche apparente du point de retournement de Lewis, signalant une disparition de l'excédent de main d'œuvre national dont nous questionnerons la réalité dans la dernière partie de cet article, les travailleurs chinois sont effectivement plus conscients de leurs droits, et ce d'autant plus qu'ils ont un niveau d'éducation de plus en plus élevé

rendant incompréhensible le maintien de bas salaires (Béja, 2011). La première pénurie de travailleurs eut lieu en 2003, justement dans le delta de la Rivière des Perles où se déroule la majorité des conflits, pour s'étendre par la suite au delta de la Rivière du Yangtze (Cai et Wang, 2012). En juillet 2010, dans le Guangdong, des entreprises furent même obligées de recruter des travailleurs illégaux en provenance du Vietnam en raison de cette insuffisance de main d'œuvre (Chan, 2010). Grâce à la reprise de la croissance, après des pertes d'emplois importantes expérimentées durant l'année 2009, les travailleurs se retrouvent donc enfin en position de force. C'est sous la pression de grèves de travailleurs de plus en plus fréquentes que les autorités locales ont été conduites à relever plusieurs fois le niveau du salaire minimum, et ce malgré un blocage de ce dernier décrété par le gouvernement central durant l'année 2008. Les travailleurs chinois s'inquiètent pour leur avenir, ce qui, conjugué avec l'évolution particulière du marché du travail, les rend d'autant plus revendicatifs et exerce une pression sur le gouvernement.

De son côté, le Brésil a peu perdu d'emplois à la suite de la dernière crise, ce qui explique un environnement beaucoup plus apaisé. L'influence politique des syndicats, permise essentiellement par l'obligation s'imposant aux travailleurs de cotiser à l'un des 18 000 syndicats présents dans le pays, ainsi que la confiance accordé par la CUT (Centrale Unique des Travailleurs), le principal syndicat brésilien, au gouvernement de Lula, ont aussi considérablement affaibli le mouvement. Ce n'est que depuis le deuxième mandat de Lula, et le boom économique lié à la hausse du prix des matières premières que les grands mouvements collectifs ont repris de leur ampleur, avec l'émergence de nouveaux leaders.

Des grèves et manifestations massives apparaissent effectivement dans l'industrie lourde, les services, l'agriculture et les secteurs publics. Le secteur industriel fut le plus concerné par la crise économique, avec 117 000 pertes d'emplois entre janvier et février 2009 (Bureau International du Travail, 2010b, p.16), expliquant la montée des conflits au sein du secteur durant la crise économique, et leur reflux lors de la reprise de la croissance en 2010 (DIEE-SE, 2012). Face à une légère remontée de l'inflation, atteignant 6,5% en 2011, les salariés luttent surtout aujourd'hui afin de ne pas perdre de leur pouvoir d'achat, et dans les secteurs de la métallurgie et de la chimie, les hausses de salaires revendiquées sont de l'ordre de 10%. Selon le Département Intersyndical de Statistiques et d'Etudes Socio-Economiques (DIEESE, 2012), le nombre de grèves est passé de 408 en 2008 à 518 en 2009, ce qui correspond à un nombre record sur les vingt dernières années. L'arrivée au pouvoir de Dilma Rousseff en 2010 a sans doute accentué la méfiance de ces mouvements vis-à-vis d'un gouvernement pouvant remettre en question les acquis sociaux de la décennie 2000 en raison du léger ralentissement économique causé par la baisse des exportations.

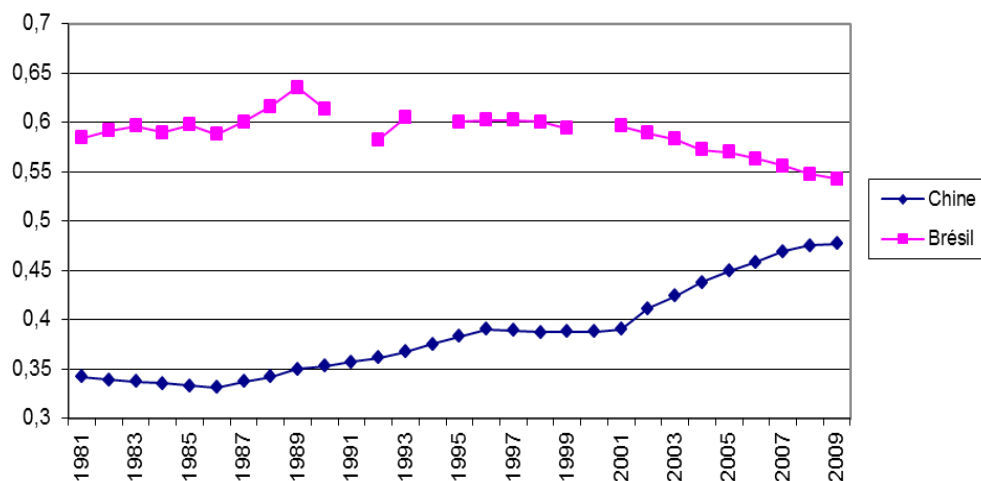
Mais nous verrons que c'est surtout, davantage que la force des mouvements sociaux, la particularité du marché du travail brésilien, connaissant une baisse des écarts de revenus entre les travailleurs les moins qualifiés et les plus qualifiés, qui permet le mieux d'appréhender l'évolution à la hausse des salaires réels moyens.

II. Des succès à relativiser

A. Les différences entre les deux pays

1. Une évolution différente des inégalités

Figure 11 : Evolution de l'indice Gini au Brésil et en Chine



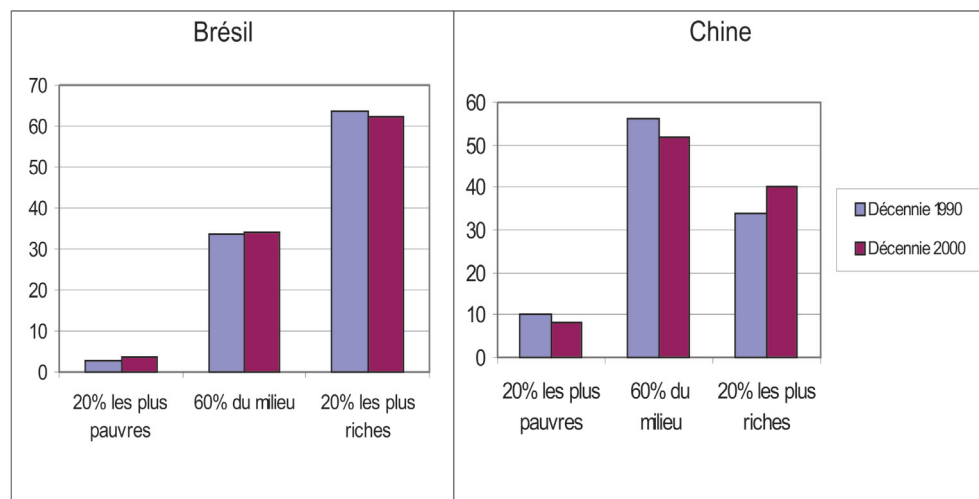
Source : Ipeadata (2013), National Bureau of Statistics (2012)

Comme le montre le graphique 11 ci-dessus, les inégalités de revenus, dont l'évolution est représentée par celle de l'indice Gini¹, connaissent une trajectoire distincte au Brésil et en Chine depuis la décennie 2000. Alors que la Chine se confronte à l'une des plus fortes hausses des inégalités au monde, avec un indice Gini passant de 0,35 à 0,47 entre 1981 et 2009, le Brésil, pourtant situé parmi les 10 pays les plus inégalitaires du monde (Gaulard, 2011a), présente une baisse de son indice Gini, ce dernier atteignant 0,55 en 2009 (contre 0,60 en 1994). Observons sur la figure 12 que les 20% les plus riches du Brésil ont vu passer leur part dans le revenu national de 63,5 à 62,4% entre la décennie 1990 et les années 2000, alors que cette part a augmenté en Chine, de 34 à 40% durant la même période. Selon Ricardo Paes de Barros et d'autres économistes brésiliens (Gaulard, 2011a), l'évolution des inégalités brésiliennes est due essentiellement à la baisse des écarts de revenus rencontrée sur le marché du travail ; de même, la hausse des inégalités en Chine s'appréhende, certes, par des écarts de revenus croissants entre les villes et les campagnes, entre les provinces côtières et celles de l'intérieur, mais comme le montre le BIT (2010), les inégalités expérimen-

1 Indice du degré de concentration des richesses compris entre 0 et 1 ; plus il se rapproche de 1, plus les inégalités sont importantes.

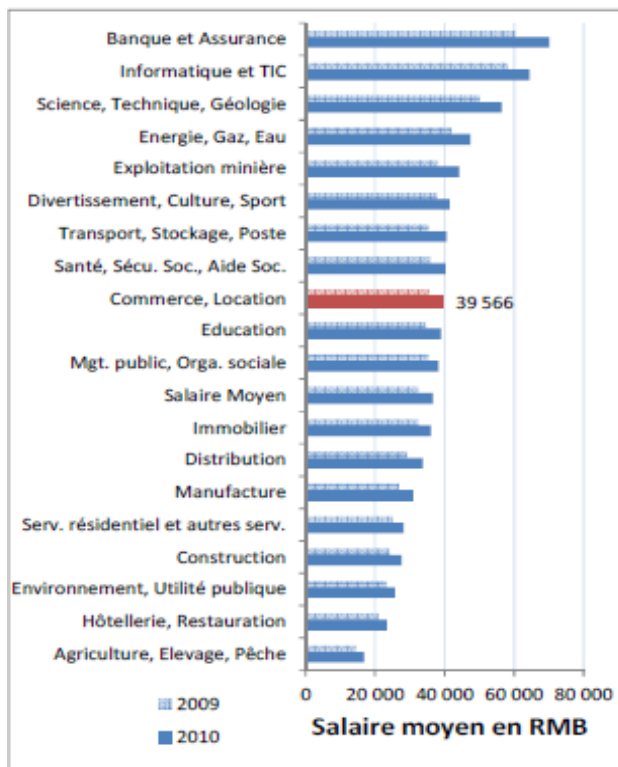
tées sur le marché du travail, entre les revenus des travailleurs qualifiés et des non qualifiés, sont essentielles pour mieux comprendre cette évolution.

Figure 12 : Répartition nationale du revenu par tête, selon les différents quintiles, au Brésil et en Chine



Source : Förster, 2010, p.32

En effet, la hausse du salaire réel moyen urbain n'a pas profité de la même manière à l'ensemble de la population chinoise. Non seulement l'écart entre les revenus ruraux et urbains ne cesse de se creuser, mais la plus forte hausse des salaires urbains est concentrée dans quelques secteurs comme l'assurance ou la banque. Alors qu'en 1990, le salaire moyen dans le bâtiment était de 5729 yuans, c'est-à-dire 14% plus élevé que celui observé dans le domaine de la banque et de l'assurance, le salaire moyen de ce dernier secteur est aujourd'hui 2,6 fois plus élevé que celui du bâtiment (Yang, Chen et Monarch, 2010). Comme le montre le graphique ci-dessous, les domaines d'activité où les salaires sont les plus élevés sont la banque et l'assurance, l'informatique et les nouvelles technologies ainsi que la recherche scientifique. Alors que le secteur manufacturier représente 90% des exportations, force est de constater que ce ne sont pas ses travailleurs qui ont profité le plus de la croissance chinoise. Les services non échangeables ont, paradoxalement, profité le plus de l'essor international de la Chine.

Figure 13 : Répartition sectorielle des salaires**Graphique 2 : Répartition sectorielle des salaires**

Source : Lécina et Trinh, 2011

En fait, les différences salariales s'expliquent surtout par des niveaux de qualification de plus en plus distincts, chaque année d'éducation supplémentaire permettant d'augmenter drastiquement les salaires. Le taux de rendement d'une année d'éducation est ainsi passé de 3-4% de salaire supplémentaire dans les années 1990, à 10% aujourd'hui (Yang, Chen et Monarch, 2010). Dans un pays où seulement 8% de la population bénéficient d'un diplôme universitaire, les différences salariales entre les individus en possession d'un diplôme de l'enseignement supérieur et les autres sont de plus en plus fortes. En Chine, 64% des travailleurs locaux (non migrants) à faible niveau d'éducation, n'ayant pas achevé le cycle secondaire, ont un emploi faiblement rémunéré (moins de deux tiers du salaire médian), alors que de tels emplois ne concernent que 28,2% de l'ensemble des travailleurs locaux (mais 60,8% des migrants) (Bureau International du Travail, 2010a, p.43). Le BIT explique d'ailleurs 60% du différentiel entre les migrants et les travailleurs locaux par les caractéristiques des travailleurs, notamment par le faible niveau d'éducation des premiers (BIT, 2010, p.49). Si le

salario réel moyen augmente en Chine, il est donc essentiel de souligner que cette hausse n'est pas aussi nette pour tous les travailleurs du pays. Malgré les nombreuses réévaluations du salaire minimum, ce ne sont pas les travailleurs les moins rémunérés et les moins qualifiés qui profitent le plus de la hausse des salaires réels.

Contrairement à la Chine, les écarts salariaux se réduisent au Brésil, phénomène observé dans une grande partie de l'Amérique latine et étudié par Gasparini et Lustig (2011). La part des catégories les plus riches dans le revenu national ne cesse de se réduire (Figure 15), et les revenus moyens du travail des 5% les plus riches ne sont supérieurs « que de » 13,5 fois en 2008 à ceux des 50% les plus pauvres, contre 14,3 fois en 1993 (*données Ipeadata, 2013*). Le ratio entre le salaire moyen des 10% les mieux rémunérés et les 10% les moins bien payés a ainsi diminué de 2% entre la période 1995-2000 et 2007-2009, alors que ce même ratio augmentait fortement en Chine (Bureau International du Travail, 2010a). En fait, cette baisse des inégalités serait expliquée par les réévaluations successives du salaire minimum et la baisse du travail informel, évolutions concernant essentiellement les travailleurs les moins bien payés (Bureau International du Travail, 2010 ; Förster, 2010).

Figure 14 : Part dans le revenu national brésilien des différentes couches de revenus, en pourcentage (1960-2009)

	1960	1970	1980	1985	1990	1995	2000	2009
20% les plus pauvres	3,9	3,4	2,8	2,3	2,7	2,6	3,5	3,8
50% les plus pauvres	17,4	14,9	12,6	13,5	14,1	12	13,3	15,6
20% les plus riches	55,7	63,8	64,6	63,9	63,5	63,2	62,6	62,1
10% les plus riches	39,6	46,7	50,9	47,3	48,1	47,1	45,9	44,4
5% les plus riches	28,3	34,1	37,9	35,8	36,2	35,3	33,2	31,7
1% les plus riches	11,9	14,7	16,9	14	13,9	13,4	13,1	12,3

Source : Ipeadata (2013)

Plus précisément, selon Lustig et Gasparini (2011), la baisse des inégalités serait due essentiellement à l'évolution du marché du travail en faveur des travailleurs non qualifiés. Alors que jusqu'à la décennie 1990, les différences entre les niveaux de qualification expliquaient la hausse des écarts salariaux entre qualifiés et non qualifiés, le rendement des diplômes se réduit depuis la décennie 2000. Il n'en reste pas moins qu'au Brésil, 44% des employés scolarisés moins de trois ans ont toujours un salaire faible, inférieur aux deux tiers du salaire médian (BIT, 2010, p.42), alors que cette part est de seulement 29% pour ceux présentant une scolarisation située entre huit et dix ans ; de même, le travail informel serait trois fois plus important pour les travailleurs les moins diplômés (Förster, 2010). Néanmoins, pour Kliass et

Salama (2007), les inégalités salariales ne se creusent plus depuis la fin des années 1990 parce que la demande de travail qualifié ne cesse de diminuer relativement à celle de travail non qualifié. Par ailleurs, « comme dans le même temps, l'offre de travail qualifié augmente plus rapidement que celle de travail non qualifié, les travailleurs occuperont des postes de travail ne correspondant pas à leurs qualifications spécifiques, et auront des emplois déclassés » (Kliass et Salama, 2007, p.121).

Cette particularité du marché du travail brésilien s'accompagne donc non seulement d'une baisse des inégalités, mais aussi d'une plus forte absorption de la main d'œuvre, la faible productivité du travail engendrant une élasticité de la demande de travail au PIB supérieure à celle observée en Chine actuellement (OCDE, 2007). D'où la nécessité de présenter ci-dessous le positionnement distinct de ces pays dans le processus d'accumulation, positionnement responsable des différences observées sur le marché du travail.

2. Un positionnement différent dans le processus d'accumulation

En fait, la faible élasticité de la demande de travail en Chine, et la demande croissante de travailleurs qualifiés exerçant une pression à la hausse sur la rémunération de ces derniers, est surtout due à une productivité du travail élevée, causée par la remontée de l'échelle industrielle de ce pays. La Chine connaît un rattrapage technologique très vif, lui permettant de s'insérer de mieux en mieux dans le commerce international et d'être à l'origine de plus de 10% des biens manufacturés produits dans le monde. Étudiée par Pierre Salama (2012), le rattrapage technologique de la Chine est lié à la force de son industrialisation, alors même que le Brésil se confronte à un processus de désindustrialisation.

Au Brésil, la part de l'industrie de transformation a chuté, passant de 36% du PIB en 1985 à 15,5% en 2009, et la valeur ajoutée manufacturière ne s'est accrue annuellement que de 3% entre 2000 et 2008, alors qu'en Chine, en Inde, et en Russie, cette croissance était bien supérieure (respectivement de 11,5%, 7,2% et 6%) (Gaulard, 2011a, p.106)). Alors que la décennie 1990 s'est confrontée à une perte d'emplois de 8% dans l'agriculture et la pêche, et de 2,9% dans le secteur minier, ces deux secteurs ont vu croître leur nombre d'emplois respectivement de 3,6% et 8,1% durant la décennie 2000 (contre 5,2% pour le secteur manufacturier) (Berg, 2010). Or, cette nouvelle orientation de l'appareil productif brésilien apparaît bénéfique dans le sens où elle est à l'origine d'une société moins inégalitaire. En effet, les secteurs miniers et agricoles, ainsi qu'une industrie peu technologiquement sophistiquée liée à ces secteurs, utilisent une main d'œuvre abondante non qualifiée ; de même, la hausse du cours des matières premières depuis le début de la décennie 2000 contribue à stimuler la croissance brésilienne et donc l'emploi de cette main d'œuvre.

Cependant, la désindustrialisation brésilienne peut aussi être néfaste pour la poursuite de la croissance. La faiblesse du taux d'investissement, inférieur à 20% du PIB contre un taux supérieur à 45% en Chine, liée à l'essor du secteur des matières premières et d'une industrie utilisant davantage de travailleurs non qualifiés, est dangereuse aussi bien du fait de la dépendance aux importations de produits manufacturés et du déficit commercial qu'elle

risque de créer, qu'en raison des problèmes que pourrait engendrer une baisse du cours des matières premières, cours qui est historiquement particulièrement instable. Le Brésil est effectivement atteint aujourd'hui par la «maladie hollandaise»², ce qui nous pousse à modérer l'enthousiasme qu'une société moins inégalitaire pourrait faire naître chez les spécialistes de la région.

L'abandon relatif et la faible compétitivité de l'industrie brésilienne est responsable d'une augmentation constante, depuis 2005, du déficit commercial pour les produits industriels, risquant de déboucher bientôt sur une balance commerciale déficitaire. Alors que le solde commercial de l'industrie était de 24 milliards de dollars en 2004, le déficit atteint 35 milliards en 2010, et pour les produits de haute et de moyenne-haute technologie, la situation est même pire, le déficit y étant de 65 milliards de dollars (Gaulard, 2011a). En 2011, l'excédent commercial du Brésil atteint toujours 30 milliards de dollars, mais il est surtout le résultat du solde positif obtenu dans le commerce des produits agricoles et miniers, représentant 70% de cet excédent, et le pays peut de moins en moins être considéré comme une grande puissance industrielle compétitive sur le plan international.

Outre ce problème de compétitivité causé par l'évolution particulière de l'appareil productif brésilien se faisant en faveur des travailleurs les moins qualifiés, nous verrons maintenant que la hausse des salaires réels, accompagnant la baisse des inégalités au Brésil, ou bien, au contraire, l'augmentation drastique des salaires des travailleurs qualifiés en Chine, pourrait être à l'origine de nouvelles difficultés que nous questionnerons dans la partie suivante.

B. Les difficultés posées par l'évolution des salaires

1. Une perte de compétitivité internationale?

La première difficulté soulevée par la hausse des salaires réels en Chine et au Brésil serait une perte progressive de compétitivité, déjà présente au Brésil en raison de la nouvelle orientation de l'appareil productif et de la désindustrialisation. Cette pression à la hausse exercée sur les salaires serait même responsable d'une reprise de l'inflation dans les deux pays. Observons néanmoins que la hausse des prix n'atteint que 6,5% au Brésil en 2011 et 5,4% en Chine, taux qui restent assez faibles pour des pays émergents connaissant une croissance aussi vive que la leur.

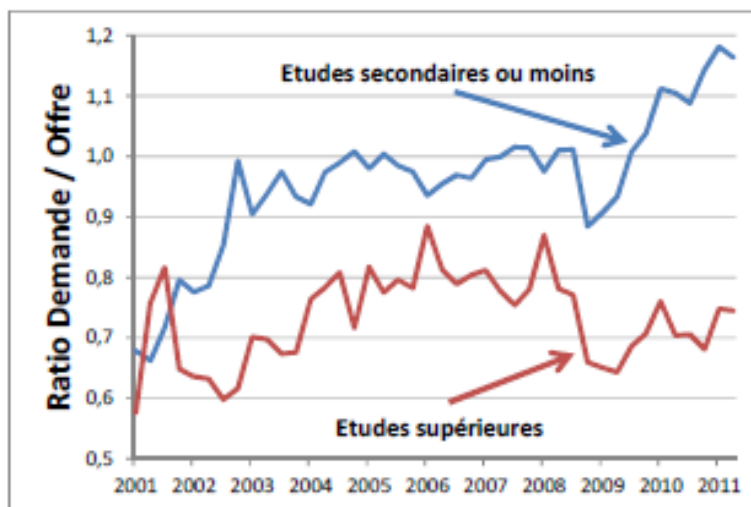
Mais du fait de la hausse des salaires, des entreprises jusque-là installées sur le territoire chinois se délocaliseraient dans des pays voisins où la main d'œuvre est meilleur marché, notamment au Vietnam. Ainsi, entre 1980 et 1984, le coût du travail en Chine se trouvait

2 La maladie hollandaise fait référence à la désindustrialisation des Pays-Bas durant la décennie 1960, causée par la découverte de gigantesques gisements gaziers en mer du Nord. L'exportation massive de gaz fut à l'origine d'une forte appréciation de la monnaie, d'une hausse des salaires, et d'un déplacement de la main d'œuvre vers ce secteur, ce qui pénalisa le développement de l'industrie nationale.

parmi les plus faibles d'Asie, en deuxième position juste après celui du Sri Lanka (Bhalla, 2004, p. 40) ; or, aujourd'hui, le pays se situe en quatrième position derrière le Sri Lanka, le Bangladesh et le Vietnam. Comme nous l'évoquions précédemment, la hausse des salaires chinois est si forte que l'écart avec les rémunérations observées en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis se réduirait aussi chaque jour davantage. Néanmoins, il est important de relativiser cette évolution, la productivité du travail s'élevant également, ce qui pèse sur le coût salarial unitaire du travail (Salama, 2012). Et à la fin de la décennie 2000, le salaire moyen dans l'industrie chinoise correspond seulement à 7% du salaire japonais, et à 9% du coréen (Yang, Chen et Monarch, 2010). Pour l'instant, il ne semble donc pas que la Chine ait encore beaucoup perdu en compétitivité.

Cependant, certains économistes (Cai et Wang, 2009) mettent en avant le fait que le pays se rapprocherait du point de retournement de Lewis, c'est-à-dire que les excédents de main d'œuvre en provenance du secteur agricole ne cesseraient de se réduire, exerçant une forte pression à la hausse sur les salaires chinois, et ce d'autant plus qu'à partir de 2015, la population active chinoise devrait commencer à diminuer en raison du vieillissement de la population et de la politique de l'enfant unique (Cai et Wang, 2009 ; OCDE, 2007). Pour cette raison, l'évolution à la hausse des salaires risquerait de s'accroître encore davantage dans le temps. Les pénuries de main d'œuvre observées dans certaines provinces côtières seraient l'un des signes révélateurs de l'arrivée à ce point de retournement, mais nous pouvons tout de même émettre quelques doutes sur le fait que la Chine soit réellement parvenue à une telle situation.

En effet, on considère que 150 millions de travailleurs sont encore excédentaires dans les campagnes chinoises, et leurs migrations vers les villes furent jusque-là strictement contrôlées par les autorités (Chan, 2010). Le système du *Hukou* impose aux travailleurs migrants sans permis de résidence urbain des conditions de travail plus dures que celles des locaux, ainsi que de faibles salaires, et force est de constater qu'il permet également de limiter les flux de travailleurs vers les villes, empêchant de cette manière l'arrivée trop rapide du point de retournement de Lewis. Surtout, la crise économique internationale a provoqué une baisse des exportations et un ralentissement de l'activité (le taux de croissance devrait ainsi passer de 9,2% en 2011 à 8,2% 2012), ce qui, selon Yang, Chen et Monarch (2010), éloignerait ce point de retournement. Enfin, l'accès croissant des Chinois à l'enseignement supérieur accroît l'offre de travail qualifié, le plus concerné par la hausse des salaires réels, et comme le montre le graphique ci-dessous, la réserve de travailleurs qualifiés est encore supérieure à la demande de travail, ce qui explique que les diplômés peinent de plus en plus à se procurer un emploi à la fin de leurs études (Lécina et Trinh, 2011). Hausse de l'offre de travail plus que proportionnelle à la demande, chute des exportations et main d'œuvre encore excédentaire dans les campagnes sont donc des phénomènes qui vont à l'encontre de la thèse sur la proximité du point de retournement de Lewis en Chine (Yang, Chen et Monarch, 2010).

Figure 15 : Ratios demande/offre de travail par niveau d'éducation en Chine

Source : Lécina et Trinh, 2011

En revanche, dans le cas du Brésil, on pourrait craindre que la hausse des salaires réels ne pénalise la compétitivité du pays, et ce d'autant plus que cette particularité sera renforcée dans les années à venir par la ralentissement de la croissance de la population active lié à l'évolution démographique (OCDE, 2007:28 ; Berg, 2010). Comme le note Pierre Salama (2012), cette hausse est d'autant plus néfaste qu'elle s'accompagne d'un ralentissement de la croissance de la productivité du travail. Liée à la désindustrialisation, l'augmentation du coût salarial est dommageable pour la compétitivité du pays, et pourrait accentuer le déficit commercial pour les produits manufacturés. Néanmoins, le Brésil conserve toujours un excédent commercial du fait de ses exportations agricoles et minières, produits caractérisés par une faible élasticité de la demande aux prix. L'évolution à la hausse des salaires, beaucoup plus faible qu'en Chine, n'est d'ailleurs observée que depuis 2005, et il s'agit davantage d'un phénomène de rattrapage, ces derniers n'ayant fait que chuter depuis le milieu de la décennie 1990. Comme pour la Chine, il est donc bon de relativiser la perte de compétitivité que pourrait engendrer la hausse des salaires étudiée dans cet article. Le déficit commercial brésilien serait davantage dû à la désindustrialisation du pays, phénomène qui n'est pas la conséquence de la hausse des salaires réels, mais plutôt la cause de celle-ci.

2. Un partage de la valeur ajoutée trop défavorable aux salaires

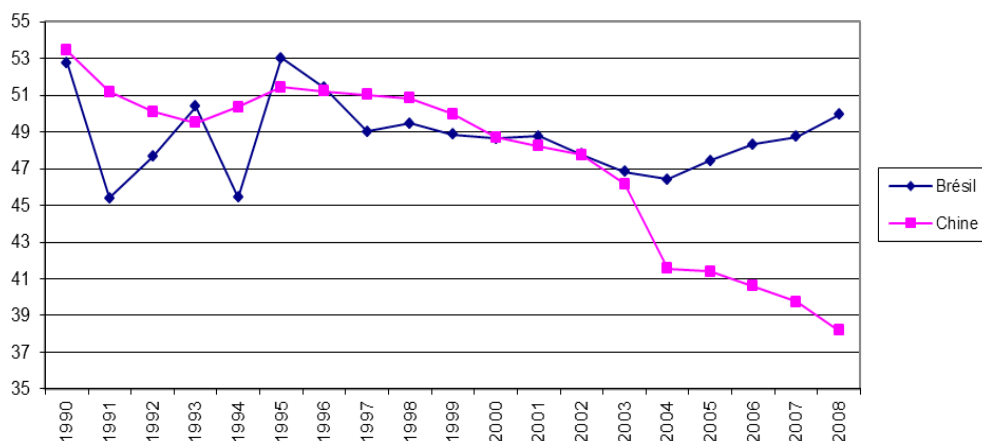
En réalité, la difficulté véritable n'est pas tant liée à la hausse des salaires qu'au fait que celle-ci reste insuffisante. Au Brésil, il ne s'agit que d'un phénomène de rattrapage, après la forte baisse des salaires expérimentée entre la décennie 1990 et le milieu des années 2000, et cette évolution n'est pas suffisante pour provoquer l'élargissement du marché intérieur de

manière assez forte pour stimuler l'investissement national. Le taux de capacités de production oisives dans l'industrie atteint toujours 20%, alors que l'investissement national est très faible, inférieur à 20% du PIB.

Il est vrai que la consommation des familles a augmenté de 4% en 2011, un taux supérieur à la croissance du PIB, et joue donc un rôle majeur dans le soutien de la croissance. Néanmoins, on peut douter du fait que cette évolution soit suffisante pour relancer l'industrie brésilienne, car la baisse des inégalités de revenus est surtout à l'origine d'une faible hausse des salaires des plus qualifiés, catégories de travailleurs ayant jusque là soutenu le développement de l'industrie de biens durables. Au contraire, l'augmentation des salaires des moins qualifiés est encore insuffisante, et seulement 30% des Brésiliens possèdent une voiture, 40% une machine à laver, 23% un ordinateur (données de l'IBGE, *Pesquisa de Orçamentos Familiares*, 2008-2009). Cet accès aux biens durables qui reste assez faible pourrait être considéré comme une opportunité pour l'industrie brésilienne, car les ménages auront sûrement besoin de s'équiper davantage durant les prochaines années, le marché étant loin d'être saturé.

Pourtant, l'endettement des ménages révèle surtout l'insuffisance de la hausse des salaires réels, et remet en question la possibilité d'une hausse durable de la consommation. Effectivement, l'augmentation des salaires ne suffit pas à stimuler la consommation des ménages, et ces derniers recourent de plus en plus massivement au crédit bancaire. Cette situation ne serait pas forcément un signe de revenus insuffisants si elle ne s'accompagnait pas d'une hausse du taux d'endettement risquant de devenir bientôt insupportable. Si la dette totale des ménages brésiliens n'atteint que 40% de leurs revenus (contre 130% aux Etats-Unis actuellement), le service de la dette des ménages brésiliens, somme qu'ils doivent rembourser tous les mois, s'élève aujourd'hui à 25% de leur revenu disponible, ce qui est assez élevé si on compare ce chiffre aux 14% observés juste avant le déclenchement de la crise des subprimes aux Etats-Unis... (Gaulard, 2011b). Le taux de défaut (retards de paiements supérieurs à 90 jours) répertorié par les banques brésiliennes concerne 4% des prêts au début de l'année 2011, contre moins de 3% en 2008, et pourrait atteindre un record de 8% d'ici la fin de l'année 2012.

Le Brésil est donc actuellement confronté à un emballement du crédit, lié en partie au gonflement d'une bulle immobilière (Gaulard, 2011b), et cette situation révèle parfaitement le niveau insuffisant des salaires réels. D'après le graphique ci-dessous, la part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée (VA au coût des facteurs) reste d'ailleurs très faible, inférieure à 50% contre près de 60% en France, et nous pouvons donc relativiser l'ampleur de la hausse des salaires réels brésiliens, celle-ci ne se traduisant que par une très légère déformation du partage de la valeur ajoutée en faveur de ces derniers depuis 2005. Cette évolution n'est donc pas encore suffisante pour stimuler la consommation sans que le crédit bancaire ne connaisse un emballement trop fort. Plutôt que de voir un risque pour l'économie brésilienne dans la hausse des salaires réels, il faudrait plutôt mettre l'accent sur le fait que celle-ci est insuffisante.

Figure 16 : Part des salaires dans le partage de la valeur ajoutée au Brésil et en Chine

Source : National Bureau of Statistics (2012) , Ipeadata (2013)

De même, en Chine, la hausse des salaires réels ne permet pas, loin de là, de remédier aux phénomènes de surproduction récurrents dans l'appareil productif. On considère que de nombreux secteurs, liés notamment à la fabrication de biens durables, fonctionnent avec 50% de capacités de production oisives (Gaulard, 2009), et en amont de la production, les secteurs de l'acier, du charbon, présentent régulièrement des productions annuelles excédentaires de plusieurs dizaines de millions de tonnes. Plutôt que de mettre l'accent sur une hausse des salaires qui pourrait pénaliser la compétitivité de l'industrie chinoise, il est beaucoup plus pertinent d'insister, comme dans le cas du Brésil, sur l'insuffisance de cette hausse. La consommation intérieure n'atteint que 36% du PIB, contre 60% au Brésil ou un taux proche de 70% dans les pays développés, et le partage de la valeur ajoutée est largement défavorable aux salaires, ces derniers ne représentant que 38% de la valeur ajoutée nationale (Figure 16). Cette situation est responsable en partie de l'incapacité de l'industrie nationale à écouler l'ensemble de la production qu'elle serait en mesure de produire, phénomène qui représente le danger majeur de l'économie chinoise, davantage qu'une probable perte de compétitivité dans les prochaines années.

Pour finir cet article, il est donc essentiel de relativiser l'importance de la hausse des salaires réels expérimentée ces derniers temps par les deux grands pays émergents, cette évolution demeurant encore trop faible pour que leur marché intérieur soit capable de se substituer rapidement à la demande, considérablement atteinte par la crise économique, des pays développés.

Conclusion

Si la Chine et le Brésil ont pu maintenir une hausse des salaires réels moyens et préserver leur marché du travail après la crise de 2008, poursuivant de cette manière le cheminement observé en Chine depuis 30 ans et au Brésil depuis 2005, cette évolution s'explique en partie par la force des mouvements sociaux ayant poussé les gouvernements à relever de façon drastique le salaire minimum malgré le léger ralentissement économique. Surtout, cette trajectoire économique n'aurait pu voir le jour sans l'orientation particulière donnée à l'appareil productif chinois et brésilien, la croissance brésilienne dépendant largement de l'excédent commercial permis par la hausse du cours des matières premières, alors que la Chine dégage progressivement son épingle du jeu par un poids croissant dans les exportations mondiales de produits manufacturés. La croissance économique de ces deux pays repose donc sur des fondements radicalement différents, ce qui nous permet de mieux comprendre le fait que la hausse des salaires s'est accompagnée d'une forte hausse des inégalités en Chine alors que les inégalités salariales entre travailleurs qualifiés et non qualifiés ne cessent de se réduire au Brésil.

Aucun de ces deux cheminements économiques ne nous paraît pourtant viable, les salaires demeurant aujourd'hui à un niveau insuffisant pour permettre la résorption des excédents de production en Chine ou éviter les phénomènes de surendettement accompagnant la formation d'un marché intérieur drogué au Brésil. Contrairement à ce qui est souvent évoqué, ce n'est donc pas tant du côté d'une perte de compétitivité engendrée par la hausse des salaires réels qu'il faudrait envisager les difficultés de l'évolution chinoise et brésilienne, mais plutôt du côté d'un partage de la valeur ajoutée restant encore, malgré cette hausse des salaires, trop défavorable aux travailleurs. Une étude plus approfondie de ces problèmes reste à effectuer dans les années à venir, afin de révéler notamment que le développement des marchés intérieurs est plus important encore que le retour à l'équilibre budgétaire ou que le rétablissement d'une compétitivité internationale par le biais d'une baisse des salaires...

Bibliographie

- Astarian, B. (2009). *Luttes de classes dans la Chine des réformes (1978-2009)*. La Busnière : Editions Acratie.
- Beja, J. (2011). La nouvelle classe ouvrière renouvelle le répertoire des luttes sociales. *Perspectives Chinoises*, n°2, Hong-Kong: CEFC.
- Berg, J. (2010). *Laws or Luck : Understanding Rising Formality in Brazil in the 2000s*. *Working Paper n°5*, février. Brasília: International Labour Office.
- Bhalla, A. & Shufang, Q. (2004). *The employment Impact of China's WTO Accession*. Londres: Routledge.
- Bureau International du Travail. (2010a). *Rapport mondial sur les salaires 2010/2011*. Décembre. Genève : BIT.
- Bureau International du Travail. (2010b). *Brasil, Uma estratégia inovadora alavancada pela renda*, Genève, BIT.

- Cai, F. & Wang, M. (2009). A counterfactual of unlimited surplus labour in rural China. *China and the World Economy*, 17(4): 53-71.
- Cai, F. & Wang, M. (2012). Labour Market Changes, Labour Disputes and Social Cohesion in China. *Working Paper. N°307*, janvier. Paris: OECD Development Centre.
- Chan, K. (2010). A China Paradox : Migrant Labor Shortage amidst Rural Labor Supply Abundance. *Eurasian Geography and Economics*, 51(4): 513-530.
- DIEESE. (2012). Balanço das greves em 2009 e 2010. *Estudos e Pesquisas*. N°60, avril, São Paulo: DIEESE.
- Förster, M. (2010). Growth, Employment and Inequality in Brazil, China, India and South Africa : An Overview. *Tackling Inequalities in Brazil, China, India and South Africa*. Paris: OECD Publishing.
- Gasparini, L. & Lustig, N. (2011). The rise and fall of income inequality in Latin America. *Working Paper Series*. Août. Palma de Mallorca: Society for the Study of Economic Inequality.
- Gaulard, M. (2009). Les limites de la croissance chinoise. *Revue Tiers- Monde*. N°200, décembre: 875-893.
- Gaulard, M. (2011a). La lutte contre les inégalités au Brésil : une analyse critique de l'action du gouvernement Lula. *Mondes en Développement*. N°156, décembre:111-128.
- Gaulard, M. (2011b). Les dangers du carry-trade : le cas du Brésil depuis la crise des subprimes. *Economie appliquée*, XIV(4): 87-117 .
- Ipea. (2013). *Ipeadata*, Rio de Janeiro: Instituto de Pesquisa Economica Aplicada, <http://www.ipeadata.gov.br/>
- Kliass, P. & Salama, P (2007). La globalisation au Brésil, responsable ou bouc émissaire ? *Lusotopie*, 14(2): 109-132.
- Lécina, O & Trinh, J. (2011). Vers l'épuisement de l'armée de réserve ? *Bulletin Economique Chine*. N°39, septembre, Pékin: Publication des Services Economiques.
- Mesquita, M. (2006). Fear of China: is there a future for manufacturing in Latin America. *World Development*, 35 (3): 355-376.
- Muto, I. & Matsunaga, M. (2010). On the recent rise in China's real estate prices. *Bank of Japan Review*. April. Tokyo: Bank of Japan.
- National Bureau of Statistics of China. (2012). *China Statistical Yearbook*, Beijing, <http://www.stats.gov.cn/english/statisticaldata/yearlydata/>
- OCDE. 2007. Les marchés du travail au Brésil, en Chine, en Inde et en Russie. *Perspectives de l'emploi de l'OCDE*. Paris : OCDE.
- Salama, P. (2012). Chine-Brésil : industrialisation et désindustrialisation précoce. *Economie Appliquée*, LXV(1): 33-67.
- Tao Yang, Dennis, Vivian Chen, and Ryan Monarch. 2010. "Rising Wages : Has China Lost Its Global Labor Advantage ?". *Discussion Paper*. N°5008, juin. Bonn: Institute for the Study of Labor.